



# Comparer l'incomparable : la classe moyenne en Chine et en France

**Jean-Louis Rocca**

Sciences Po-CERI

*Sociétés politiques comparées*

39, mai-août 2016

ISSN 2429-1714

Article disponible en ligne à l'adresse : [http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia2\\_n39.pdf](http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia2_n39.pdf)

Citer le document : Jean-Louis Rocca, « Comparer l'incomparable : la classe moyenne en Chine et en France », *Sociétés politiques comparées*, 39, mai-août 2016.



## COMPARER L'INCOMPARABLE : LA CLASSE MOYENNE EN CHINE ET EN FRANCE

Jean-Louis Rocca

En 1982, Luc Boltanski fait paraître un livre dans lequel il montre que *les cadres*, comme groupe social, sont le produit d'un intense travail de construction. Il constate qu'à partir des années 1950, la société française s'est mise à se passionner pour la question et a cherché à définir cette figure désormais emblématique de la « nouvelle classe moyenne ».

« Les biographies de cadres que je recueillais me renvoyaient ainsi, sans cesse, à une autre biographie : celle de la personne collective d'où les personnes individuelles tiraient le nom commun qui les désignait et, peut-être, leur identité sociale<sup>1</sup>. »

Ce « travail de définition et l'établissement de critères "objectifs"<sup>2</sup> » se heurtent néanmoins à des difficultés insurmontables. La catégorie se révèle en effet hétérogène, une hétérogénéité qui renvoie à la diversité des définitions proposées : chaque sociologue a la sienne. Alors, que faut-il faire, se demande Boltanski ?

« Parler des "cadres" comme s'il s'agissait d'un groupe unifié, voire d'un sujet collectif capable d'actions et de volitions [...] ou lui refuser toute existence "objective" (mais que faire alors des individus qui se réclament de l'appartenance à la catégorie des cadres en chair et en os)<sup>3</sup> ? »

J'ai commencé à m'intéresser à la classe moyenne en Chine en 2005, à peu près pour les mêmes raisons qui ont poussé Boltanski à s'intéresser aux cadres<sup>4</sup>. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la thématique de la classe moyenne a envahi les publications scientifiques, les médias, les discours officiels et jusqu'aux discussions entre amis. La Chine se passionnait pour le sujet et considérait qu'elle se devait, elle aussi, d'avoir sa classe moyenne. Je me trouvais face à cette question dans la même situation que Boltanski face aux « cadres » dans les années 1970. Dès la fin des années 1990, un nombre croissant de travaux chinois puis bientôt occidentaux ont tenté de saisir la nature de ce nouveau groupe social. Chaque chercheur, chaque citoyen ou presque avait son idée sur la question. Certes, il était évident pour tous que la « classe moyenne » existait objectivement, mais il restait à trouver dans la littérature disponible sa juste et définitive définition. Pour certains, le revenu, la structure de la consommation ou bien encore la profession étaient des facteurs déterminants. Pour d'autres, seul le niveau d'éducation méritait d'être retenu. Mais bientôt, les critères se multiplièrent. La classe moyenne était censée avoir son style de vie propre, ses valeurs et même son attitude politique<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> L. Boltanski, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982, p. 7

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>4</sup> Cette longue recherche a abouti à la publication de J.-L. Rocca, *The Making of the Chinese Middle Class. Small Comfort, Great Expectations*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2016. La plupart des sources sur la Chine que j'utilise ici proviennent de ce livre.

<sup>5</sup> *Ibid.*, chapitre 2. C'est Chen Jie qui a été le plus loin de cette quête de l'attitude politique naturelle et spontanée de la classe moyenne. Pour lui, la classe moyenne chinoise ne correspond pas à cette nature, Chen Jie, *A Middle Class without Democracy: Economic Growth and the Prospects for Democratization in China*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

Une fois les opinions de chacun exprimées sur la nature de l'objet, il restait à décider si la société chinoise pouvait donner naissance à une « authentique », une « vraie » classe moyenne, ou encore un « cœur » de classe moyenne. Pour beaucoup d'auteurs, celle-ci ne pouvait être constituée que d'individus jouissant d'un bon revenu, d'un bon niveau de consommation, d'un bon métier, d'une bonne éducation, d'un bon style de vie, de bonnes valeurs et d'une bonne attitude politique. Autrement dit, cette « vraie classe moyenne » ne pouvait guère représenter que quelques pour cent à peine de l'ensemble de la population<sup>6</sup>. Devons-nous pour autant en conclure qu'il n'y a pas de « classe moyenne » chinoise ? Certainement pas, parce qu'entretemps le discours sur ce groupe social est devenu omniprésent dans la société chinoise, à tel point que de plus en plus de Chinois calquent leurs comportements sur ceux de cette supposée « classe moyenne ». Le bon goût est « classe moyenne » (ni « plouc » ni « parvenu »), les nouveaux lieux de sortie et les nouveaux médias sont « classe moyenne », etc. L'effet performatif du discours donne de la substance à ce qui n'en avait pas auparavant.

Nous voilà donc dans la même situation que Boltanski, à vouloir saisir une catégorie sociale au fort pouvoir d'attraction qui s'impose sur la scène sociale sans posséder les caractéristiques qu'elle devrait avoir. Pour sortir de cette impasse, Boltanski propose une approche constructiviste, que je vais utiliser à mon tour. Elle consiste à « prendre l'objet tel qu'il se donne avec son nom commun et ses représentations communes et le rationaliser en cherchant au groupe un fondement ailleurs qu'en lui-même<sup>7</sup> », à « faire comme si l'existence du groupe datait du jour où se sont forgés les instruments de sa représentation<sup>8</sup> ». La catégorie sociale est « le produit objectivé d'une pratique », son histoire devant être reconstruite, notamment « à travers les luttes entre groupes concernant la définition du groupe<sup>9</sup> ».

Cette façon de procéder renvoie au statut de la comparaison tel que Jean-François Bayart l'a traité il y a quelques années<sup>10</sup>. Elle revient à mettre face à face deux situations au moyen d'un appareillage conceptuel unique. Cet appareillage n'est pas un mètre étalon à partir duquel il s'agirait de comparer des situations. C'est un outil qui permet de mettre en valeur les « points communs » et les « différences ». J'ajouterais que c'est aussi un antidote aux deux écueils que l'on rencontre le plus fréquemment dans les travaux académiques portant sur la Chine. D'une part, la tentation culturaliste qui consiste à considérer qu'un phénomène est incommensurable à tout autre du moment qu'il a lieu en Chine ; ce que l'on veut essayer de montrer au contraire, c'est que des phénomènes proches ont donné naissance à des configurations dans lesquelles les points communs le disputent aux différences en raison de trajectoires historiques divergentes et non d'une tradition immuable. D'autre part, le parallèle convenu avec une matrice universelle : contrairement au discours évolutionniste, les mêmes phénomènes peuvent se reproduire, mais dans des configurations toujours nouvelles.

Comparer permet aussi de répondre aux critiques que suscitent les approches constructivistes. Prétendre que tout phénomène est construit ne conduit pas à considérer les phénomènes comme purement idéologiques, voir fantasmatiques<sup>11</sup>. Dire que les phénomènes n'ont pas de substance ne signifie pas que tout est question d'interprétation. Nous verrons qu'en France comme en Chine il existe des faits incontestables. Dans les deux pays, plusieurs décennies de croissance ont abouti à l'apparition de nouveaux modes de vie et de consommation, de nouvelles façons de concevoir le monde et de se comporter en société ; apparition qui concerne un groupe

<sup>6</sup> Voir par exemple Li Chunling, *Duanlie yu suipian : Dangdai zhongguo shehui jieceng fenhua shizheng fenxi* (Cleavage and fragment : empirical analysis on the social stratification of the contemporary China), Beijing, Shehuikexue wenxian chubanshe, 2005, p. 500. Voir également J.-L. Rocca, *The Making of the Chinese Middle Class...*, op. cit., chapitre 4.

<sup>7</sup> L. Boltanski, *Les Cadres*, op. cit., p. 49.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>10</sup> J.-F. Bayart, « Comparer en France. Petit essai d'autobiographie disciplinaire », *Politix*, 83, 2008, pp. 205-232.

<sup>11</sup> Mes collègues anglo-saxons, qui représentent une proportion massive de la production académique concernant la société chinoise, m'ont souvent soupçonné de ne m'intéresser qu'à l'« idéologie » et de ne pas tenir compte de la réalité. Pour la plupart d'entre eux, on ne peut aborder la question de la classe moyenne sans proposer d'abord une définition objective de celle-ci.

social qui peut être appelé « intermédiaire », dans le sens où il se situe entre les « pauvres-dominés » et les « riches-dominants ». C'est à partir de là et à propos de ces faits que commencent les discours, les controverses, les combats entre les imaginaires et les intérêts matériels, le discours performatif et l'« objectivation des discours ». Les faits n'ont pas de signification tant que nous ne leur avons pas donné de sens pour notre monde humain. Mais les faits sont là, résolument têtus : la réalité a bien changé au moment des trente glorieuses. Elle a tout autant changé en Chine pendant la période des réformes.

Cette « objectivation des discours », cette « construction des phénomènes » s'effectuent à de multiples niveaux, ce qui nécessite une diversification des sources. Comme Boltanski, je me suis intéressé au discours académique, qui donne pour ainsi dire le ton de la représentation imaginaire de la catégorie. La production médiatique et la parole officielle reprennent partiellement le discours savant en l'adaptant d'une part au lectorat populaire, et d'autre part à la pratique bureaucratique. Je me suis donc longuement penché à la fois sur la presse et sur les politiques publiques. Enfin, l'appropriation individuelle, qui fait que ces discours se traduisent en actions quotidiennes, est un phénomène essentiel de l'objectivation des discours, phénomène qui ne peut se percevoir que dans le cadre de l'entretien biographique<sup>12</sup>. J'ai donc moi aussi passé beaucoup de temps à essayer de saisir au plus près la façon dont différentes catégories sociales perçoivent la notion de classe moyenne.

En bref, il s'agit, à l'aide de l'approche proposée par Luc Boltanski, de comparer à la fois les phénomènes objectifs – les faits qui ont eu lieu à des moments et dans des contextes différents (la Chine des réformes et la France des trente glorieuses) – et les imaginaires qui leur donnent sens. Il va sans dire que cette séparation entre « réalité » et « imaginaire » n'est utilisée qu'à titre de clarification, et pour ainsi dire de pédagogie. Il n'y a pas d'abord des faits et ensuite des représentations. Aucun phénomène n'existe sans représentation, ni aucune représentation sans faits. Les interprétations créent de nouveaux faits en poussant les individus à agir d'une certaine façon, et les faits obligent les représentations à évoluer.

## DES PHÉNOMÈNES BIEN RÉELS DANS DES CONTEXTES HISTORIQUES RADICALEMENT DIFFÉRENTS

La France des trente glorieuses (1945-1975) et la Chine des réformes (1979-) ont en commun d'être l'une et l'autre des sociétés capitalistes connaissant une longue période d'intense croissance économique. Dans le second cas, nous nous intéresserons essentiellement à la période 1995-2015. C'est en effet à partir du milieu des années 1990 qu'un ensemble de réformes ont fait entrer la Chine dans l'ère du capitalisme<sup>13</sup>. Le système d'emploi public est aboli, la planification économique disparaît, les mouvements de population sont autorisés, les droits d'usage de la terre peuvent être vendus, le système financier est libéralisé<sup>14</sup>... La question de la nature de ce capitalisme ne pouvant être abordée dans les limites de cet article, je me contenterai de caractériser la Chine comme société capitaliste à l'aune de la définition qu'en donne Karl Polanyi : celle d'une société qui transforme la terre, le travail et la monnaie en marchandises fictives (*fictitious commodities*), créant ainsi les bases de l'extension de la régulation marchande à l'ensemble de la société<sup>15</sup>. Cette marchandisation est donc une « institution imaginaire de la société<sup>16</sup> », une croyance en la nature nécessairement marchande des moyens de produire de la valeur. Cette période de forte croissance capitaliste a donné naissance à des phénomènes communs aux deux sociétés, et à d'autres qui rendent compte de leur historicité singulière.

<sup>12</sup> Voir à ce propos les passionnantes réflexions de Boltanski dans son introduction aux *Cadres*, *op. cit.*

<sup>13</sup> Sur cette question, voir J.-L. Rocca, *La Condition chinoise. Capitalisme, mise au travail et résistances dans la Chine des réformes*, Paris, Karthala, 2006.

<sup>14</sup> B. Naughton, *Growing out of the Plan : Chinese Economic Reform, 1978-1993*, New York, Cambridge University Press, 1995 et *The Chinese Economy : Transitions, and Growth*, Cambridge, MIT Press, 2006.

<sup>15</sup> K. Polanyi, *The Great Transformation*, New York, Farrar & Rinehart, 1944.

<sup>16</sup> C. Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

## La transformation des modes de vie<sup>17</sup>

Dans les deux situations, la période est marquée par l'apparition d'une nouvelle économie produisant de nouvelles couches sociales intermédiaires, ni pauvres ni riches et relativement éduquées, dont la relative opulence induit une transformation radicale du mode de vie, c'est-à-dire « un ensemble de pratiques et/ou de représentations propres à un groupe social<sup>18</sup> ». La croissance économique a entraîné la concentration des entreprises et le développement d'énormes entités transnationales. Le secteur des services augmente au détriment de l'industrie et de l'agriculture. La diminution du nombre de paysans nourrit une urbanisation galopante<sup>19</sup>. La consommation est dorénavant perçue comme la variable essentielle du développement économique et de l'accumulation du capital, tandis que la croissance exponentielle et continue de la productivité du travail réduit le rôle des ouvriers dans la création de valeur. Par conséquent, l'économie capitaliste a davantage besoin de consommateurs que de producteurs. L'élévation régulière du niveau de vie est un objectif des politiques publiques<sup>20</sup>. Dans le même temps, la complexification des processus de production oblige à mieux fixer la force de travail, et donc à adopter des politiques de protection sociale<sup>21</sup>. Les classes populaires sont intégrées à la société salariale<sup>22</sup>.

On peut voir dans ces phénomènes de simples conséquences d'une nouvelle phase dans la logique du capitalisme. Mais on peut aussi les considérer comme une réaction de la société face aux excès du libéralisme, dans la veine de ce que décrit Polanyi<sup>23</sup>. La crise des années 1930 en France et le capitalisme sauvage de la Chine des années 1990 ont suscité une prise de conscience des dangers de l'augmentation des inégalités. La croissance de la consommation vise donc aussi à assurer la paix sociale et la reproduction des individus.

La massification de l'éducation est un autre élément qui contribue à transformer en profondeur les structures sociales. Le niveau scolaire et de qualification de l'ensemble de la population augmente d'une manière considérable<sup>24</sup>, l'emploi se féminise et se diversifie. Ceux qui n'œuvrent pas (ingénieurs, designers, spécialistes du marketing et du packaging, publicitaires, financiers) prennent le pas sur ceux qui œuvrent. De même, le « nouvel esprit du capitalisme » tend à multiplier les métiers du bien-être (liés au sport, au développement personnel, au paramédical, à la culture)<sup>25</sup>. L'urbanisation galopante redéfinit les relations sociales, les rendant plus fluides, plus larges, moins liées à la famille et au voisinage. Les villes sont redessinées pour répondre à l'explosion de la consommation et la faciliter. L'Etat construit ou fait construire de grands ensembles, il s'engage à offrir à chacun un logement décent. Les transports sont « modernisés » (transports en commun et voiture individuelle), etc.

Tous ces changements produisent des mythologies de la modernité qui contaminent peu à peu l'ensemble des catégories sociales, même si les paysans et les ouvriers mettent du temps à y adhérer. De nouvelles valeurs (la vitesse, l'hygiène, le confort, le développement personnel, la propriété) et de nouvelles pratiques

<sup>17</sup> Concernant la Chine, je renvoie essentiellement à mon livre *The Making of the Chinese Middle Class...*, op. cit., et plus précisément au chapitre 1, qui se présente comme une synthèse des transformations subies par la société chinoise.

<sup>18</sup> G. Mauger, « Mode de vie », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 14 juillet 2016, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/mode-de-vie>.

<sup>19</sup> H. Mendras, *La Fin des paysans*, Paris, SEDEIS, 1967.

<sup>20</sup> R. Boyer, *Théorie de la régulation, 1. Les Fondamentaux*, Paris, La Découverte, 2004, ou encore R. Boyer et Y. Saillard, *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2002.

<sup>21</sup> Sur les trente glorieuses, outre l'ouvrage classique de Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946-1975*, Paris, Fayard, 1979, qui donne une bonne idée du climat intellectuel de l'époque, voir D. Lejeune, *La France des trente glorieuses : 1945-1974*, Paris, Armand Colin, 2015 et C. Pessis, S. Topçu et C. Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des trente glorieuses : modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013.

<sup>22</sup> R. Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

<sup>23</sup> K. Polanyi, *The Great Transformation*, op. cit.

<sup>24</sup> P. Merle, *La Démocratisation de l'enseignement*, Paris, La Découverte, 2009, S. Beaud et S. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, La Découverte, 2012.

<sup>25</sup> L. Boltanski, *Les Cadres*, op. cit. et L. Boltanski et E. Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

(le sport, les loisirs, la psychologie, les vacances, la sagesse orientale, le management à l'américaine puis à la japonaise) sont adoptées. La sexualité et de manière plus générale le corps deviennent une préoccupation générale. Les grands systèmes de régulation théologico-politique (le catholicisme en France, le marxisme-léninisme en Chine) reculent. De nouveaux âges de la vie apparaissent : l'adolescence, la jeunesse, le troisième âge. Enfin, de nouveaux produits sont érigés en symboles de la « modernité ». On se doit de boire du coca-cola dans les deux pays, du thé et du whisky en France ; du café, du vin, du cognac en Chine. L'accès au logement marchand<sup>26</sup> (et à tout ce qui va avec, les meubles, les appareils électro-ménagers) et à la voiture individuelle symbolisent à lui seul ce virage dans le rapport à la marchandise. Dorénavant, une grande partie de la population peut posséder des objets « de valeur<sup>27</sup> » et consommer des produits jusque-là réservés aux privilégiés.

### Spécificités chinoises : la sortie du socialisme

Les spécificités chinoises tiennent pour l'essentiel à la trajectoire historique récente du pays. La Chine sort de quelques dizaines d'années de socialisme, et cette expérience a profondément transformé la société. D'un certain point de vue, le socialisme a déjà doté la Chine de certains des traits supposés de la « modernité ». L'ensemble de sa population active est salarié, le statut de la femme y est plus avancé que dans la France du début des années 1940 (droits civiques, indépendance financière, taux d'activité élevé). De même, alors que la France des trente glorieuses construit son *welfare state*, celui-ci apparaît en Chine avant la période de forte croissance. Dès les années 1950, il existe une solide classe ouvrière chinoise, qui n'a rien à envier à celle se formant alors en France et qui, nous le verrons, peut être vue comme une sorte de « catégorie intermédiaire ». La plupart des ouvriers chinois échappent à l'exploitation capitaliste. Même si leurs conditions de vie peuvent être qualifiées d'ascétiques, elles sont bien meilleures que celles de leurs compatriotes ruraux, voire souvent de leurs congénères français des années 1930 ou 1940. Ils jouissent d'un emploi à vie, d'une protection sociale complète, d'un logement, et partagent une certaine proximité politique avec les élites dirigeantes. La classe ouvrière socialiste est en effet la vitrine du régime, et d'une certaine façon la base sociale de la classe dominante. Certes, les ouvriers n'hésitent pas à exprimer leur mécontentement, mais c'est parce qu'ils peuvent se le permettre. Il est d'ailleurs possible, pour ceux qui soutiennent les factions politiques qui réussissent à s'imposer, de se faire coopter au sein de l'élite (les cadres du Parti et du gouvernement)<sup>28</sup>. Dans les zones urbaines, le niveau d'éducation est sans nul doute plus élevé dans la Chine des années 1950 et 1960 que dans la France du début des trente glorieuses. Et si les logements sont surpeuplés et vétustes, il n'existe pas de véritables bidonvilles comme dans la France de l'après-Deuxième Guerre mondiale, qui n'arrive pas à loger décemment son prolétariat<sup>29</sup>.

A l'inverse, le paradoxe chinois tient à ce que le *welfare state*, qui ne concerne que la population urbaine, est détruit dans les années 1990, puis reconstruit graduellement et partiellement à partir du début des années 2000. En réalité, l'ancienne classe ouvrière disparaît dans les années 1990, tandis qu'au même moment une nouvelle et massive classe ouvrière est « mise au travail capitaliste ». Par un raccourci historique spectaculaire, cette nouvelle classe ouvrière a des points communs avec le prolétariat français des années antérieures aux trente glorieuses : précarité, faible niveau de salaire, absence de protections sociale, etc. Mais, rapidement, le gouvernement envisage de réaliser l'« urbanisation » (*shiminhua*), c'est-à-dire l'intégration sociale de tout ou partie des ouvriers migrants.

<sup>26</sup> A. Lambert, « Tous propriétaires ! » *L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil, 2015.

<sup>27</sup> « Consommer en masse », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 91, juillet-septembre 2006.

<sup>28</sup> A. Walder, *Communist Neo-traditionalism : Work and Authority in the Chinese Industry*, Berkeley, University of California Press, 1986.

<sup>29</sup> A. Sayad, avec E. Dupuy, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Autrement, 1998. De manière générale, le logement était l'un des grands problèmes des familles ouvrières. Voir P.-H. Chombart de Lauwe, *La Vie quotidienne des familles ouvrières : recherche sur les comportements sociaux de consommation*, Paris, CNRS, 1956.

Par ailleurs, le clivage zone rurale-zone urbaine est bien plus radical en Chine qu'en France. Dans les années 1980, les ruraux, qui constituent encore 80 % de la population chinoise, connaissent des conditions de vie difficiles. Deux dispositifs visent à empêcher toute forme de migration. D'une part, le système de résidence limite la vie professionnelle et personnelle à une localité : les individus ne peuvent déménager ni même se déplacer sans autorisation. D'autre part, le rationnement, qui touche tous les produits de consommation courante, est lui aussi géographiquement organisé : les bons de rationnement ne sont valables que pour un lieu de résidence précis, quitter cet espace implique donc de mourir de faim ou de plonger dans la clandestinité. Si les paysans n'ont aucune possibilité d'émigrer en ville, ils n'ont guère plus de chance d'accéder à l'enseignement secondaire et supérieur, et donc de voir leur statut s'améliorer. Ils constituent la véritable classe exploitée, destinée à réaliser l'accumulation primitive<sup>30</sup>. A partir des années 1990, ils deviendront les soutiers du « miracle chinois ».

L'ensemble de ces caractéristiques donne une couleur particulière aux « couches intermédiaires » chinoises qui émergent au cours de cette période de forte croissance. En France, c'est par l'intégration sociale de la classe ouvrière (et des paysans), et jusqu'à un certain point par leur « embourgeoisement », que se constitue la « classe moyenne ». Auparavant, les classes populaires (ouvriers et paysans) formaient l'essentiel de la population, le reste – petite bourgeoisie et bourgeoisie – ne représentant qu'une fraction marginale. Durant les années 1950-1970, de nombreux ouvriers et paysans (exode rural) voient leur vie se transformer. Beaucoup parmi les premiers quittent leur statut de travailleurs précaires et souvent mal logés pour un emploi stable ; un changement de plus en plus souvent suivi de l'achat d'un appartement et des marchandises nécessaires à la jouissance du « confort<sup>31</sup> ». La précarité, les conditions de vie et de travail dégradées sont dorénavant l'apanage des immigrés. Ces travailleurs pauvres entrent dans la société de consommation et découvrent les vacances, la voiture, la propriété immobilière. Ils découvrent aussi, via leurs enfants, l'éducation secondaire et universitaire. Toutes choses impensables pour eux à la génération précédente. Certes, les « couches intermédiaires » sont aussi constituées de ces « couches petites-bourgeoises » (commerçants, artisans, rentiers, petits patrons) ruinées par la concentration capitaliste et par une partie des rejetons déclassés de la bourgeoisie mal reconvertis au capitalisme moderne. La consommation de masse suppose néanmoins que les consommateurs soient « en masse », et donc soient avant tout composés de classes inférieures en ascension sociale.

En Chine, le phénomène est différent. Les couches intermédiaires sont formées par la classe ouvrière socialiste, c'est-à-dire l'essentiel de la population urbaine. Toutes les données statistiques montrent que la croissance des revenus et de la consommation a été incommensurablement plus forte dans les villes que dans les campagnes. C'est par le maintien de ses privilèges que ce groupe « ouvrier-urbain » a pu profiter de la période de croissance. Malgré la réintroduction de la méritocratie dans le système scolaire, l'existence de quotas réservés aux urbains pour l'entrée à l'université, le fait que les meilleures écoles se trouvent en ville, les inégalités abyssales en matière de capital culturel et de stratégie éducative entre les citadins et les ruraux, la capacité des ménages urbains à offrir des formations supplémentaires à leurs rejetons, et la confiance en soi que possèdent les habitants des villes, sûrs de leur supériorité morale par rapport aux « ploucs » des campagnes, sont autant d'éléments qui expliquent que la massification de l'enseignement supérieur dans les années 2000 se soit traduite par une surreprésentation des urbains sur le banc des universités, et en particulier des universités d'élite<sup>32</sup>. De même, leur identité urbaine a permis aux citadins

<sup>30</sup> M. M. Whyte et W. M. Parish, *Village and Family in Contemporary China*, Chicago, Chicago University Press, 1978 et *Urban Life in Contemporary China*, Chicago, Chicago University Press, 1984.

<sup>31</sup> O. Le Goff, *L'Invention du confort : naissance d'une forme sociale*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1994. Pour le cas chinois, il faut se reporter à la thèse de Judith Audin, *Vie quotidienne et pouvoir dans trois quartiers de Pékin : une microsociologie comparée des modes de gouvernement urbain au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Institut d'études politiques de Paris, 2013.

<sup>32</sup> Li Chunling, « Gaodeng jiaoyu kuozhang yu jiaoyu jihui bupingdeng » (Le développement de l'éducation universitaire et les inégalités dans l'accès à l'université), *Shehuixue yanjiu* (Etudes sociologiques), 2010. Voir aussi l'enquête que j'ai menée auprès des étudiants de l'université Tsinghua (Beijing) dans *The Making of the Chinese Middle Class...*, op. cit., chapitre 1.

d'occuper une position de force sur le nouveau marché du travail. Les nouveaux emplois se situent en ville, et plus particulièrement dans les grandes métropoles. Les salaires et les responsabilités sont dorénavant proportionnels au diplôme et au niveau de capital social. Les réseaux sociaux d'interconnaissance jouent un rôle central dans l'accès aux bons emplois, et ce sont les urbains qui en sont le plus pourvus. Ce sont eux aussi qui sont les plus proches des cadres du Parti et du gouvernement, c'est-à-dire de ceux qui restent au sommet de la hiérarchie sociale. Un exemple permet de mesurer l'impact de cette proximité. Lors de la grande vague de licenciements de la fin des années 1990, beaucoup de citoyens ont pu devenir propriétaires de leur appartement à bas prix, voire parfois gratuitement<sup>33</sup>. Ces appartements, souvent modestes et vétustes, ont néanmoins pris de plus en plus de valeur du fait de l'explosion du marché immobilier. Les urbains locaux ont ainsi pu accéder à l'habitat marchand et accumuler un patrimoine significatif.

En bref, contrairement à la France, où la couche intermédiaire est née de l'exode rural et de l'ascension des couches populaires, en Chine, l'ancienne couche intermédiaire des ouvriers urbains a « migré » socialement dans les rangs de la nouvelle « couche intermédiaire ». Dans le même temps, elle a été remplacée comme classe ouvrière par les migrants ruraux, mais, contrairement aux premiers, les seconds, exploités par les entreprises capitalistes chinoises et étrangères, ont vu leur travail « *commodified* ». Ce jeu de chaises musicales ne s'est donc pas accompagné d'une montée des classes populaires vers les couches intermédiaires, mais d'une simple translation des positions de classe. Les semi-privilegiés d'hier demeurent les semi-privilegiés d'aujourd'hui, tandis que le nouveau prolétariat - les paysans migrants - constitue une nouvelle « classe populaire », ségréguée dans tous les domaines : culturellement, scolairement et économiquement<sup>34</sup>. Certains en Chine parlent à leur propos de double exploitation, à la fois comme ouvriers et comme paysans : non seulement cultiver la terre n'est pas une activité lucrative et ils doivent se vendre à bas prix sur le nouveau marché du travail, mais « leur » terre appartient aux autorités du village, ils n'en ont que l'usufruit.

Une autre caractéristique chinoise tient au développement simultané d'une petite bourgeoisie et d'une nouvelle couche intermédiaire. En France, l'une a remplacé l'autre - sans complètement la faire disparaître. Surtout, cette couche sociale apparaît « ringarde », condamnée par l'histoire, peu prestigieuse, et n'intéresse guère les sociologues et la presse. En Chine, en revanche, il n'y a pas eu de substitution de l'une à l'autre : la marchandisation de la société après plus de trente ans d'économie planifiée laisse apparaître un ensemble d'activités marchandes que l'on peut rattacher au petit capitalisme - artisanat, petits commerces, entreprises individuelles... Ces activités répondent à certains marchés que les grandes compagnies ne peuvent satisfaire : consommation de proximité, production de petite dimension, sous-traitance, exportation vers des pays à faibles revenus. Elles sont le fait d'individus généralement peu éduqués, mais qui ont pu et su profiter du foisonnement capitaliste tous azimuts, y compris dans le développement de la corruption. La Chine des réformes possède donc deux couches intermédiaires bien différentes : l'une qui renvoie au *petty capitalism*, forme pourrait-on dire archaïque et dominée par le grand capitalisme, mais forme bien vivante, et la « nouvelle classe moyenne » qui travaille dans le secteur moderne.

Le contexte politique est lui aussi radicalement différent. La France des trente glorieuses est depuis longtemps une démocratie. Une démocratie représentative certes perçue par beaucoup comme un système formel contrôlé par une « classe dirigeante », mais, au-delà des élections, les voix divergentes ont une large latitude pour contester le pouvoir en place. Rien de tel en Chine, où, malgré une incontestable démocratisation, il n'y a ni régime démocratique, ni élections autres que locales, ni institutionnalisation de la contestation. Certes, les conflits sociaux sont nombreux, et il est indéniable qu'il existe un champ de la contestation, mais aucune possibilité n'est offerte aux contestataires de créer des organisations légales, représentatives et indépendantes<sup>35</sup>.

<sup>33</sup> J.-L. Rocca, *La Condition chinoise*, op. cit.

<sup>34</sup> Wu Fulong, Zhang Fangzhu et Chris Webster, *Rural Migrants in Urban China: Enclaves and Transient Urbanism*, Londres, Routledge, 2014.

<sup>35</sup> E. Frenkiel et J.-L. Rocca, *La Chine en mouvements*, Paris, PUF, 2013.

Cette donnée tient à la nature des élites chinoises. Celles-ci ont été formées sous le socialisme, à l'époque de l'Etat léniniste. Il subsiste en leur sein une volonté de ne pas séparer les positions de pouvoir politique, économique et symbolique, de ne rien laisser hors du contrôle de l'administration afin que le pays reste stable. Un sentiment parallèle domine l'imaginaire de l'ensemble de la société : les générations aujourd'hui influentes ont été éduquées dans le respect de l'ordre et de la discipline. Certes, les conflits politiques n'ont pas manqué dans la période socialiste. La Chine socialiste a été un pays totalitaire régulièrement frappé de troubles politiques violents. Mais ces deux caractéristiques, loin de se contrebalancer, se sont mutuellement renforcées pour créer une sensibilité particulière à l'instabilité.

## LA CONSTRUCTION IMAGINAIRE D'UNE CLASSE MOYENNE

Pour Boltanski, le moment déterminant de la construction de la catégorie des cadres est celui qui en fait un « point d'attraction » pour l'ensemble de la société. Être cadre devient un idéal qui va déterminer le comportement d'une grande partie de la société : ceux qui ont le sentiment de l'être, ceux qui ne sont pas sûrs de l'être – les autodidactes –, ceux qui aimeraient l'être. C'est aussi ce qui se passe en Chine, où, en l'espace de quelques années, la question de la classe moyenne est devenue centrale dans les débats sur la bonne vie et sur la bonne société.

Mais comment devient-on un « point d'attraction » ? Dans le cas français, Boltanski insiste sur le rôle du discours académique (et sa capacité à s'imposer dans les cercles du pouvoir et les médias), mais aussi sur la mise en place par les cadres eux-mêmes de structures censées les défendre, les rendre visibles, et d'une certaine façon – c'est moi qui insiste sur ce point – les rendre désirables. En Chine, le circuit est plus court, l'absence de possibilité de s'organiser en groupes importants ne permettant pas à des catégories sociales « de se représenter ». C'est par le biais de la production académique, et notamment sociologique<sup>36</sup>, bientôt relayée par les médias et le discours gouvernemental, que les « couches intermédiaires » ont pu devenir des « classes moyennes ». C'est donc par le travail de « définition » de la catégorie que je vais commencer ma comparaison des expériences française et chinoise. La promiscuité entre l'intelligentsia, les médias et les milieux politiques facilite la circulation de l'imaginaire « classe moyenne ». Les sociologues chinois, même les plus critiques, sont souvent dans le même temps conseillers des princes, et donc en position d'influencer les politiques publiques et la propagande. De même, quand les intellectuels ne diffusent pas eux-mêmes leurs réflexions sur Internet, les médias se montrent friands de leurs analyses.

Malgré ces différences essentielles, il est frappant de constater que, en France comme en Chine, ce qui se dessine derrière les réflexions sur la classe moyenne est la question de la « modernisation » de la société ; une « modernisation » au contenu néanmoins différent.

### France : pour ou contre le capitalisme

Boltanski insiste sur la nécessité de « prendre pour objet la conjoncture historique dans laquelle les cadres se sont formés en groupe explicite, doté d'un nom, d'organisations, de porte-parole, de systèmes de représentations et de valeurs<sup>37</sup> ». Avec le recul, il me semble que cette conjoncture se caractérise par la centralité de la question de l'avenir de la société française. En gros, deux camps s'affrontent : ceux qui voudraient moderniser la France dans le cadre du capitalisme, et ceux qui militent pour la destruction de celui-ci.

<sup>36</sup> On peut faire un parallèle intéressant entre le rôle des sociologues dans la France des trente glorieuses (Boltanski) et celui des sociologues chinois aujourd'hui. Dans les deux cas, il semble qu'ils se constituent ainsi d'une certaine façon en ingénieurs du social, en experts, bien placés pour aider les pouvoirs publics à moderniser la société.

<sup>37</sup> L. Boltanski, *Les Cadres*, op. cit., p. 51.

D'un côté, la classe moyenne est définie comme la classe de la modernisation<sup>38</sup>. Dans les travaux sociologiques comme dans la presse, notamment hebdomadaire, la France est présentée comme archaïque. Tout y est « en retard » : la structure de la population active, où les paysans occupent encore une place importante ; l'économie, où survivent encore nombre de petites entreprises dans le commerce comme dans l'industrie ; les méthodes de management, jugées surannées, responsables du manque de dynamisme de l'économie française. Il faudrait américaniser (et plus tard japoniser) nos entreprises<sup>39</sup>. Les modes de vie, et en particulier de consommation, ne peuvent soutenir la croissance. Il y a encore trop peu de propriétaires, trop de consommation traditionnelle<sup>40</sup>.

Ces archaïsmes, les cadres, c'est-à-dire la classe moyenne légitime, sont censés les supprimer. Ils gagnent et consomment plus, ils sont au fait des dernières nouveautés du management et de la technologie, ils introduisent les modes de vie moderne et contribuent à éliminer tout ce qu'il y a d'irrationnel dans la société. Politiquement, ils s'opposent aux vieilles lunes de la lutte des classes et du grand chambardement. Ce sont la science et la technocratie qui doivent guider la société, grâce à une démocratie pacifiée et comme routinisée.

Les modes de vie jouent un rôle déterminant dans ce que Kristin Ross appelle un *reordering of French culture*<sup>41</sup>. Il s'agit d'américaniser la société, de puiser dans la mythologie des villes gratte-ciel, des autoroutes, de l'hygiène, de la vitesse... Il faut désormais habiter dans les grandes tours des villes nouvelles ou des nouveaux quartiers, rouler en voiture de standing, faire du tennis et du yoga, aller au spectacle et au drugstore. Il faut, d'une certaine manière, imiter ce que l'on croit être le goût bourgeois moderne. Être cadre, c'est aussi réussir par soi-même, par son talent, ses efforts, son travail, sa volonté affichée de toujours progresser, de toujours apprendre. Contrairement au capitaliste, au rentier, au fils de famille ou au « pistonné », le cadre refuse d'utiliser le pouvoir, la corruption ou l'argent pour réussir : c'est un individu libre, autonome et honnête. Il est ouvert et prêt au métissage mais modéré en politique. Il est américanisé aussi par sa peur des extrêmes, sa modernité raisonnable<sup>42</sup>.

Il existe cependant une autre façon de parler des cadres et de la classe moyenne, c'est celle du marxisme, pour qui la « modernité », c'est la révolution socialiste. Après la Deuxième Guerre mondiale, le marxisme exerce un magistère dans le milieu intellectuel de la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest. Pourtant, dès les années 1960, il est confronté à une crise majeure. Outre la question du « socialisme réel », qui fractionne ses rangs, il doit faire face aux succès du socialisme électoral et des politiques d'intégration du prolétariat. La classe ouvrière s'embourgeoise et semble de moins en moins apte à réaliser la prédiction de Marx. Améliorer la situation de la classe ouvrière, rôle auquel se consacrent les organisations marxistes, conduit d'une certaine façon à la réconcilier avec le capitalisme. Autrement dit, le sujet révolutionnaire de l'histoire ne semble plus en mesure d'assurer sa mission. Cet embourgeoisement représente un certain succès pour le capitalisme, et douche les espérances de ceux qui espèrent sa chute. Dans le même temps, le nombre d'ouvriers diminue au profit des employés et des techniciens. La modernisation de l'industrie et son recul par rapport au secteur des services rendent moins central le prolétariat dans l'appareil productif. Comment pourrait-il jouer un rôle majeur dans la chute du capitalisme ?

Mais où trouver un sujet révolutionnaire de substitution ? Les maoïstes français le trouveront chez les ouvriers qui ne se sont pas encore embourgeoisés, c'est-à-dire pour l'essentiel chez les travailleurs immigrés. Mais, en parallèle, un vaste débat s'organise autour de la classe moyenne. Peut-elle devenir une force révolutionnaire ? Est-elle une véritable classe, ou un simple agrégat de groupes dont certains pourraient être révolutionnaires, ou à tout le moins anticapitalistes ?

<sup>38</sup> C'est sur ce point que Boltanski insiste.

<sup>39</sup> L. Boltanski et E. Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, op. cit.

<sup>40</sup> L. Boltanski, *Les Cadres*, op. cit.

<sup>41</sup> K. Ross, *Fast Cars, Clean Bodies : Decolonization and the Reordering of French Culture*, Cambridge, The MIT Press, 1996.

<sup>42</sup> L. Boltanski, *Les Cadres*, op. cit.

Les opinions sont partagées. Pour certains, la classe moyenne est une classe en elle-même<sup>43</sup>, dont les intérêts diffèrent de ceux de la bourgeoisie et de la classe ouvrière<sup>44</sup>, une nouvelle petite bourgeoisie conservatrice, rationnelle et réformiste<sup>45</sup>. Pour d'autres, elle ne constitue pas une classe unifiée et agit différemment suivant les circonstances<sup>46</sup>. Pour d'autres encore, les travailleurs qualifiés et éduqués forment une nouvelle aristocratie du travail<sup>47</sup>, une nouvelle fraction de la classe ouvrière<sup>48</sup>, une classe liée à la croissance des services<sup>49</sup>, ou le produit d'une division entre les classes productives ou improductives<sup>50</sup>. Quel que soit le diagnostic, la charge politique d'une définition de la classe moyenne est évidente. Lors d'une discussion récente avec des militants du PCF, ces derniers m'ont rappelé que la « classe moyenne » n'était qu'une invention de la bourgeoisie pour diviser les travailleurs. En laissant croire qu'une partie des classes populaires a quitté définitivement la précarité, « on » prétend prouver que, par son travail, l'ouvrier peut échapper à l'exploitation capitaliste. Pour d'autres marxistes, néanmoins, la classe moyenne pourrait être une alliée de la classe ouvrière et accélérer l'irruption de la révolution<sup>51</sup>.

En lien avec ce débat, il convient de s'arrêter sur l'abondante littérature consacrée aux « nouveaux mouvements sociaux » (NMS). La plupart des auteurs qui ont étudié ces mouvements étaient plus ou moins marxisants et s'étaient intéressés auparavant à la classe ouvrière et à ses luttes<sup>52</sup>. La littérature sur les NMS tente de rendre compte de la nature des conflits sociaux qui se font jour dans les années 1960 et 1970 en Europe occidentale et aux Etats-Unis, et qui rompent avec les pratiques du mouvement ouvrier ou des luttes nationalistes. Ces conflits sont identifiés à l'émergence de nouvelles couches sociales (cols blancs, techniciens, professionnels, etc.) bien éduquées, bien insérées dans la société, possédant prestige et bon revenu, capacité et désir de défendre des causes. Ce phénomène est perçu comme symptomatique des transformations culturelles qui conduisent les populations des « sociétés industrielles avancées », dorénavant débarrassées des contraintes de la survie, à envisager différemment leur vie sociale<sup>53</sup>. Dans les sociétés postindustrielles, postmatérialistes et postmodernes, les revendications traditionnelles, axées sur les conditions de travail et les niveaux de rémunération, cèdent le pas aux revendications immatérielles, liées aux modes de vie et concernant des formes spécifiques de domination<sup>54</sup>. Les participants à ces mouvements défendent les droits des femmes, des minorités sexuelles ou ethniques et des communautés locales, s'opposent à l'enfermement (asile, hôpital, prison, école), à l'emprise des industriels et de l'Etat sur l'espace (barrages, routes), protègent l'environnement (mouvements antinucléaires ou antipollution) et les consommateurs (droit des consommateurs, qualité des produits).<sup>55</sup>

<sup>43</sup> B. Ehrenreich, *Fear of Falling*, New York, Pantheon Books, 1989, B. Bruce-Biggs (ed.), *The New Class ?*, New Brunswick, Transaction Books, 1979 et F. Block, *Post-Industrial Possibilities. A Critique of Economic Discourse*, Berkeley, University of California Press, 1989.

<sup>44</sup> D. Bell, *The Coming of Post-Industrial Society. A Venture in Social Forecasting*, New York, Basic Books, 1973.

<sup>45</sup> N. Poulantzas, *Classes in Contemporary Capitalism*, Londres, New Left Books, Verso, 1978.

<sup>46</sup> C. W. Mills, *White Collars. The American Middle Classes*, Oxford, Oxford University Press, 1951.

<sup>47</sup> M. Elbaum et R. Seltzer, *The Labor Aristocracy. The Material Basis for Opportunism in the Labor Movement : the Theory of the Labor Aristocracy*, Chippendale, Resistance Books, 2004.

<sup>48</sup> S. Aronovitch, *False Promises*, Durham, Duke University Press, 1991 et S. Mallet, *The New Working Class*, Nottingham, Spokesman Books, 1973.

<sup>49</sup> C. Offe, *Disorganized Capitalism : Contemporary Transformations of Work and Politics*, Cambridge, Polity, 1985.

<sup>50</sup> N. Abercrombie et J. Urry, *Capital, Labor and Middle Classes*, Londres, Allen & Unwin, 1983.

<sup>51</sup> R. Sobel, *The White Collar Working Class. From Structure to Politics*, New York, Praeger Publishers, 1989.

<sup>52</sup> À commencer par Alain Touraine, dont les premiers travaux concernent la classe ouvrière.

<sup>53</sup> R. Inglehart, *Cultural Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

<sup>54</sup> D. Bell, *The Coming of Post-Industrial Society...*, op. cit., R. Inglehart, *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977 et A. Touraine, *The Post-Industrial Society. Tomorrow's Social History : Classes, Conflicts and Culture in the Programmed Society*, New York, Random House, 1991.

<sup>55</sup> A. Melucci, *L'Invenzione del presente. Movimenti sociali nelle società complesse*, Bologne, Il Mulino, 1982 et *Challenging Codes. Collective Change in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, et Alain Touraine, *The Post-Industrial Society...*, op. cit.

Dans ces NMS, la notion d'identité, d'appartenance à un groupe quasi naturel (sexe, terroir, langue, culture, âge, marginalité) est déterminante. Mais un rôle important est laissé au choix individuel. Dans le mouvement ouvrier, la non-participation à une action commune est rendue difficile par la promiscuité sociale sur le lieu de travail et par la présence sur place d'organisations de masse. Par contraste, il est difficile d'imposer la participation dans les NMS : les organisations sont petites, locales, faiblement structurées, et la plupart des participants n'ont pas ou peu été en interaction auparavant. Chacun peut quitter le mouvement à tout moment. La décentralisation favorise l'expression de chacun et rend la position des leaders relativement fragile. Ceux-ci sont « sous surveillance » et doivent sans cesse prouver aux participants qu'ils sont capables de défendre leurs intérêts et de les représenter pour les convaincre de poursuivre la lutte. Les *repertoires of contention* sont divers, nouveaux, et ne s'appuient pas sur des mobilisations de masse. Les pétitions, les grèves de la faim, les sit-in sont couramment utilisés. Les revendications sont très variées et ne sont plus focalisées sur les « rapports de production » et les conflits du travail. Il s'agit de « moderniser » les modes d'existence et la culture, de mieux vivre (d'un point de vue qualitatif), d'intégrer des exclus, de créer de nouvelles manières de vivre<sup>56</sup>, en lien avec des valeurs de dignité, de respect, d'éthique, de droits de l'homme. Le corps, comme propriété individuelle et siège d'une certaine naturalité, y tient une grande place<sup>57</sup>. Il faut garantir sa sécurité et son intégrité, respecter les subjectivités.

Les NMS ont une approche particulière du « politique ». Ils ne visent pas le renversement d'un régime, ne s'attaquent pas vraiment à l'Etat, ne remettent pas en cause la stratification sociale ou les rapports de pouvoir de manière globale<sup>58</sup>. Ils cherchent plutôt à créer des espaces d'autonomie, à inventer des nouveaux modes d'être et à moderniser des aspects archaïques de la société<sup>59</sup>. Dans le même temps, les participants à ces mouvements sollicitent la protection de l'Etat, qui est censé légiférer pour garantir ces nouveaux droits. Si le système démocratique est accusé de ne pas être assez démocratique, il n'est pas question de le remplacer mais de l'approfondir. Les NMS doivent peser sur les décisions politiques autrement que par le simple usage du bulletin de vote, sans pour autant remettre en question l'institution démocratique. La classe moyenne qu'ils caractérisent occupe une position... intermédiaire entre les imaginaires de la modernisation et ceux de la révolution. Elle vise bien le changement politique, mais ne revendique pas la « révolution », en tout cas pas dans les termes du mouvement ouvrier traditionnel. A l'inverse, en voulant moderniser la société, elle contribue à sa transformation et à la remise en cause de pans entiers de la réalité sociale. Cette modification du rapport au politique dans les conflits sociaux a été théorisée par Michel Foucault, à travers sa définition de la nouvelle figure de l'intellectuel « spécifique<sup>60</sup> ».

Même si tous les travaux sur les NMS ne les définissent pas comme des « mouvements des classes moyennes », la corrélation est évidente. Les participants à ces conflits, de même que les associations, les ONG, les lobbies sociétaux (féministe, LGBT, écologiste) qui tentent de les susciter et de les organiser appartiennent aux « catégories intermédiaires ». Les théoriciens de la modernisation vont plus loin. Pour eux, en développant des formes particulières de contestation, les classes moyennes seraient

<sup>56</sup> Alberto Melucci, *L'invenzione del presente...*, op. cit.

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> C. Tilly, *Social Movements, 1768-2008*, Boulder, Paradigm Publishers, 2009.

<sup>59</sup> C. Offe, « New Social Movements : challenging the boundaries of institutional politics », *Social Research*, 4, 1985, pp. 817-868 et *Disorganized Capitalism : Contemporary Transformations of Work and Politics*, Cambridge, Polity, 1985.

<sup>60</sup> « Un nouveau mode de “liaison entre la théorie et la pratique” s'est établi. Les intellectuels ont pris l'habitude de travailler non pas dans l'“universel”, l'“exemplaire”, le “juste-et-le-vrai pour tous”, mais dans des secteurs déterminés, en des points précis où les situaient soit leurs conditions professionnelles de travail, soit leurs conditions de vie (le logement, l'hôpital, l'asile, le laboratoire, l'université, les rapports familiaux ou sexuels). Ils y ont gagné à coup sûr une conscience beaucoup plus concrète et immédiate des luttes. Et ils ont rencontré là des problèmes qui étaient spécifiques, “non universels”, différents souvent de ceux du prolétariat ou des masses. Et, cependant, ils s'en sont réellement rapprochés, je crois, pour deux raisons : parce qu'il s'agissait de luttes réelles, matérielles, quotidiennes, et parce qu'ils rencontraient souvent, mais dans une autre forme, le même adversaire que le prolétariat, la paysannerie ou les masses : les multinationales, l'appareil judiciaire et policier, la spéculation immobilière, etc. C'est ce que j'appellerais l'intellectuel “spécifique” par opposition à l'intellectuel “universel” ». M. Foucault, « La fonction politique de l'intellectuel », *Politique-Hebdo*, 29 novembre-5 décembre 1976, pp. 31-33.

les acteurs principaux des différentes vagues de démocratisation, notamment en Asie<sup>61</sup>. Les expériences taiwanaises, coréennes ou thaïlandaises démontreraient que la démocratisation naît de l'émergence puis de la « conscientisation » de la classe moyenne. Ce lieu commun, qui est remis en cause par de nombreux travaux<sup>62</sup>, a eu néanmoins une influence considérable sur la construction imaginaire de la classe moyenne chinoise.

### Chine : la construction d'une classe idéale

En Chine, le travail de définition de la classe moyenne et d'affirmation de sa place dans le débat public vient certes de plusieurs points de la société (sociologues, hommes politiques, journalistes, syndicalistes, personnalités diverses), mais qui sont tous interconnectés. Dès le milieu des années 1990, les dirigeants du Parti s'inquiètent de l'impact profond des réformes sur les équilibres sociaux et politiques. Des études sur la stratification sociale dans les pays modernes sont commandées. C'est seulement dans un deuxième temps que des recherches sont engagées sur la classe moyenne chinoise. Entretemps, la corrélation entre classe moyenne majoritaire et structures sociales modernes aura été érigée en dogme absolu. Dans ce contexte politico-intellectuel, le paradoxe tient à ce qu'un pays officiellement « marxiste » donne tant d'importance à une classe qui n'est pas censée s'opposer au capitalisme.

Dans la Chine des années 1990 et 2000, l'absence de syndicats, d'associations, de lobbies objectivant l'existence de la classe moyenne ne signifie pas que celle-ci se constitue en dehors de tout lien avec des intérêts et des représentations sociales. Pour commencer, ceux qui vont la populariser en sont membres. Plus exactement, l'exigence avec laquelle la classe moyenne « authentique » va être définie valorise les traits sociaux spécifiques de ceux qui la définissent. Nous verrons plus loin que le membre « authentique » de la classe moyenne ressemble trait pour trait aux « leaders d'opinion » (professeurs, chercheurs, journalistes, avocats et autres professionnels hautement qualifiés) qui émergent à la même époque.

Le contexte sociopolitique se lit aussi à travers les questions de terminologie. Les traductions du terme « classe moyenne » en chinois varient en fonction de l'usage politique que l'on veut en faire. L'emploi des notions statistiques de revenu moyen (*zhongdeng shouru*) ou de « petit confort » (*xiaokang*) dans les textes officiels, ou de l'expression relativement neutre de « strate intermédiaire » (*zhongjian jieceng*) dans les premières publications, a reculé au profit de l'utilisation de termes beaucoup plus marqués politiquement comme « classe intermédiaire » (*zhongchan jieceng*) ou « classe à patrimoine moyen » (*zhongchan jieji*). Quant aux textes officiels, ils s'en tiennent à des termes neutres, soucieux d'éviter la charge politique de certains mots. « Classe » renvoie au lexique marxiste mais aussi à la révolution, tandis que le caractère *chan* signifie patrimoine, propriété, capital... D'où les difficultés que l'on rencontre lorsque l'on demande aux Chinois s'ils font partie de la classe moyenne. Beaucoup répondent par la négative de peur d'être assimilés à la classe des « possédants », c'est-à-dire à une couche sociale dont la richesse serait due à ses accointances politiques et à la corruption. Même des entrepreneurs qui ont fait fortune en développant des services sur Internet ou des médecins enrichis sont réticents à ne pas se considérer comme « faisant partie du peuple ». Ajoutons encore que le pluriel n'existant pas en Chinois, toutes ces expressions sont

<sup>61</sup> Hsiao Hsin-huang, *Discovery of the Middle Classes in East Asia*, Taipei, Institute of Ethnology, Academia Sinica, 1993, Kim Sungsoo, *The Role of the Middle Class in Korea Democratization*, Séoul, Edison N. J. Jimoondang, 2008, Ronald Glassman, *The New Middle Class and Democracy in Global Perspective*, New York, Saint-Martin Press, 1997, Samuel Huntington, *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, Norma, University of Oklahoma Press, 1991 et Lindao Chao et Ramon H. Myers, *The First Chinese Democracy : Political Life in the Republic of China on Taiwan*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1998.

<sup>62</sup> Par exemple D. M. Jones, « Democratization and the myth of the liberalizing middle class », dans D. Bell (ed.), *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1995, H. Koo, « Middle classes, democratization, and class formation : the case of South Korea », *Theory and Society*, 4, 1991, pp. 485-509, N. Englehart, « Democracy and the Thai middle class. Globalization, modernization, and constitutional change », *Asian Survey*, 2, 2003, pp. 253-279 et F. Mengin, « Taiwan : la question nationale et la démocratisation », dans C. Jaffrelot (dir.), *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2000.

indifférenciées quant à leur nombre. On ne peut donc, comme dans les langues occidentales, jouer sur le pluriel pour masquer la diversité des catégories en les plaçant sous un nom collectif. Malgré ce contexte particulier, la population, dans sa grande majorité, participe à ce grand mouvement de reconnaissance de la « classe moyenne » qui s'amorce à la fin des années 1990 avec la publication de plus en plus massive de travaux académiques. La norme est bien d'appartenir à la couche intermédiaire. Quand le sociologue demande aux urbains s'ils font partie des pauvres, des moyens ou des riches, l'immense majorité répond « moyens ». Par ailleurs, tout ce qui caractérise un mode de vie attractif dans les médias est dit « classe moyenne<sup>63</sup> ». Le choix de la définir de telle ou telle façon dépend de la façon dont sont perçus les enjeux de la modernisation de la société chinoise. S'agit-il de la croissance économique, de la civilisation des Chinois ou de la réforme politique ?

Quoi qu'il en soit, la nécessité de l'émergence d'une classe moyenne fait l'objet d'un discours largement consensuel. L'influence des théories de la modernisation sur les milieux académiques est ici manifeste<sup>64</sup>. Le renouveau des sciences sociales en Chine au début des années 1980 doit beaucoup au système américain de la recherche. Dans le domaine de la sociologie, des universitaires américains, notamment d'origine chinoise, sont très tôt venus former des cohortes de jeunes étudiants, qui deviendront plus tard d'éminents professeurs en Chine ou aux États-Unis. Rapidement aussi, des universités et fondations américaines, en particulier la Fondation Ford, ont inondé le milieu académique de financements dédiés au développement de la société civile, au genre, à l'*empowerment* des groupes vulnérables, dans une perspective résolument « modernisatrice ». Dans le même temps, les recherches affirmant le poids déterminant de la classe moyenne dans la démocratisation d'un certain nombre de pays asiatiques se sont diffusées dans toutes les couches de la société.

L'affaire est donc entendue : la Chine doit avoir une classe moyenne, une classe idéale qui doit assumer tout un ensemble de tâches indispensables à la poursuite du processus de modernisation. D'emblée, il existe une norme que la Chine doit atteindre. Mais comment définir la classe moyenne ? Existe-t-il déjà une véritable classe moyenne ?

Comme dans le cas français, chacun (universitaire, fonctionnaire ou citoyen éclairé) a son idée sur la question. Au début, le revenu s'est imposé comme le critère le plus évident. Mais très vite, des problèmes complexes sont apparus. Quel est le seuil à partir duquel l'individu (ou la famille) sort de la pauvreté et celui à partir duquel il entre dans la richesse ? La question est d'autant plus cruciale que beaucoup de monde en Chine, et notamment le gouvernement, assimile l'appartenance à la classe moyenne à un état de « petit confort » (*xiaokang*) ou de « petite prospérité », un niveau d'aisance difficile à définir : au-dessous de ce niveau, on est simplement « vêtu chaudement et nourri à satiété » (*wenbao*), au-dessus on est riche (*fuyu*). Si le « ni pauvre ni riche » présente l'avantage de bien situer la problématique, le champ ainsi ouvert est très large. Une autre difficulté touche au calcul par ménage ou par individu. Là aussi, les avis divergent. Troisième type de problème encore : le niveau de vie étant extrêmement variable en Chine, doit-on adopter des seuils globaux ou par localités ? Sans compter que calculer les revenus des Chinois n'est pas une tâche aisée. Beaucoup ont un travail informel, certains reçoivent des primes, des allocations ou profitent d'avantages sociaux qui n'apparaissent nulle part, d'autres encore ont deux contrats de travail, l'un avec une faible rémunération pour éviter de payer trop de taxes, le second interne à l'entreprise, le complément étant réglé en liquide. Le cas extrême étant celui des fonctionnaires au salaire modeste mais qui profitent de nombreux avantages en nature, achètent des logements à bas prix, et profitent de fructueux arrangements avec des hommes d'affaires, sans parler des pots-de-vin. Dans ce contexte, comment avoir un juste aperçu de la stratification sociale par le revenu ?

<sup>63</sup> La plupart des magazines traitant des modes de vie (modes, développement personnel, cuisine, hobbies, etc.) visent la « classe moyenne ».

<sup>64</sup> Seymour Lipset et Samuel Huntington sont les auteurs les plus cités lorsqu'il est question de « modernisation », et notamment de classe moyenne ou de démocratisation.

Un autre critère de stratification sociale concerne le niveau scolaire. Pour certains chercheurs, c'est l'obtention d'un diplôme universitaire qui fait entrer tout un chacun dans la classe moyenne. Le très difficile examen d'entrée dans l'enseignement supérieur (*gaokao*) est censé en effet non seulement garantir un niveau scolaire, mais aussi être un gage de culture et de bonnes manières. Le problème est que la proportion de diplômés universitaires reste faible. C'est seulement à partir de la toute fin des années 1990 que le gouvernement a ouvert drastiquement les portes de l'enseignement supérieur. Par conséquent, encore aujourd'hui, de nombreux Chinois « à l'aise » ont arrêté leurs études au niveau secondaire.

Pour d'autres, c'est la profession qui est discriminante. Le fait d'avoir un métier intellectuel (professeurs, avocats, ingénieurs, designers, médecins, etc.) et un emploi dans un secteur moderne définirait l'appartenance à la classe moyenne. L'assimilation de la classe moyenne aux cols blancs (*bailing*) est tout aussi courante. Que faire alors des petits entrepreneurs, des travailleurs individuels qui ont un niveau de vie moyen ?

Peu à peu, aux critères objectifs sont venus s'ajouter des critères subjectifs, qui ne peuvent s'appuyer sur des éléments statistiques, même imprécis. Un premier groupe de critères concerne ce que l'on peut appeler le style de vie. Le membre de la classe moyenne se doit d'être moderne, ouvert, constamment prêt « à progresser » et à « se développer » (*xiuyang*). Il ne compte que sur ses talents, ses compétences et son travail pour réussir. Il sort avec des amis, voyage, visite les pays étrangers. Il est cultivé, peut parler d'un grand nombre de choses, lit beaucoup, a une vie culturelle intense. Enfin, il respecte les bonnes manières et se comporte toujours « correctement en société ». Il est de bonne qualité (*hao suzhi*). L'autre critère subjectif est d'ordre politique. Pour être « classe moyenne », il faut s'intéresser à la vie du pays, être membre d'associations ou d'ONG, voire participer à des mouvements sociaux. Il faut en tout cas défendre ses droits et ses intérêts, sans pour autant utiliser des moyens radicaux et violents.

Le débat sur la classe moyenne crée donc une sorte de classe idéale, censée résoudre les problèmes auxquels la Chine doit faire face dans son « processus de modernisation ». L'ensemble de ceux qui y participent considère que le pays n'a pas achevé sa modernisation. Comme dans la France des trente glorieuses, le discours sur le retard chinois tend à faire de la classe moyenne à la fois le produit et l'opérateur de cette nécessaire mutation. La différence entre les deux pays tient à ce qu'en Chine il n'existe pas de véritable controverse sur la nature de la modernisation. Personne n'envisage la possibilité d'une « révolution » remettant en cause la trajectoire jusque-là suivie ou accomplissant un nouveau saut dans l'histoire. Il s'agit plutôt de mettre à niveau la Chine. La classe moyenne doit permettre un nouvel modèle de croissance, elle doit civiliser la société et promouvoir la réforme politique sans faire de politique. Bien sûr, les discours peuvent varier, insistant en fonction des imaginaires et des intérêts sur tel ou tel aspect, mais il n'existe pas de voix véritablement divergentes face à ce futur déjà planifié.

#### *La modernisation socioéconomique par la consommation*

Il y a quelques années, le gouvernement a annoncé sa volonté de changer de modèle économique. A une croissance fondée sur les investissements étrangers et les exportations, il entend désormais substituer une croissance tirée par la consommation intérieure. Pour cela, il est nécessaire d'augmenter considérablement le niveau de vie de la population, et donc la taille de la classe moyenne, dont les membres sont des consommateurs de produits à haute valeur ajoutée. C'est parmi ceux qui font du revenu et de la consommation les deux critères essentiels d'appartenance à une classe sociale que l'on trouve les estimations les plus optimistes sur le poids de la classe moyenne dans la population. Ces estimations ne sont pas désintéressées, puisque, pour l'essentiel, elles émanent de grandes firmes de conseil aux entreprises comme McKinsey ou Merrill Lynch. Dans une perspective autoréalisatrice, ces firmes ont tout intérêt à promettre monts et merveilles à leurs clients à propos des affaires qu'ils sont susceptibles de réaliser en Chine. Non seulement la classe moyenne, selon elles, va tirer la croissance chinoise, mais elle va sauver les

économies occidentales. Pour McKinsey, la classe moyenne sera composée de 630 millions de Chinois en 2022, soit 76 % des familles urbaines contre 68 % en 2012. Quant à la classe moyenne supérieure – familles aux revenus compris entre 106 000 et 229 000 yuans par an –, elle comptera 54 % des foyers urbains en 2022 contre 14 % en 2012<sup>65</sup>. Pour des raisons identiques, certains secteurs du gouvernement chinois ne sont pas en reste dans ce climat d'optimisme<sup>66</sup>.

La montée en puissance de la classe moyenne suppose une urbanisation galopante. Toujours pour McKinsey, la population urbaine devrait passer de 52 % de l'ensemble de la population en 2012 à 63 % en 2022. Cette croissance est conditionnée à son tour à une intégration graduelle des classes populaires, essentiellement des paysans venus travailler en ville, qui grossiront les rangs de la *mass middle class*, enclenchant un phénomène comparable à celui survenu durant les trente glorieuses – la mobilité ascendante d'une partie des classes populaires –, mais décalé dans le temps. En Chine, la moyennisation par le bas suivrait la moyennisation des classes intermédiaires socialistes. La nécessité d'augmenter constamment la consommation afin de « tirer la croissance » implique donc une intégration continue des migrants dans la population urbaine « à petite prospérité ». Dans ce contexte, le rôle du pouvoir politique se limite à assurer la prospérité du plus grand nombre.

#### *La civilisation des migrants*

Pour la plupart des chercheurs chinois, néanmoins, la modernisation de la société chinoise ne peut se réduire à l'augmentation continue des revenus et de la consommation. D'où une définition de la classe moyenne en termes de « profession » (emploi de haut niveau dans des grandes entreprises ou dans des secteurs high-tech, médecins, professeurs, avocats, journalistes, ingénieurs, communicants, etc.) et, concomitamment, de niveau d'éducation et même de « qualité personnelle ». En effet, un lien étroit s'est noué en Chine entre travail, réussite scolaire et niveau de distinction au sens bourdieusien du terme. Être professeur d'université, c'est à la fois avoir un métier prestigieux, être cultivé et se comporter correctement. Pour répondre aux exigences de la croissance économique, la Chine a besoin d'une nouvelle force de travail, et celle-ci ne peut qu'être porteuse de valeurs respectables et faire preuve de bonnes manières. L'« éducation » ne se limite pas au capital scolaire. Il est nécessaire aussi d'avoir le bon comportement et le bon style de vie. Le membre de la classe moyenne sort dans les bars, boit du café et du vin, voyage, se cultive, mange exotique, s'intéresse à la politique et à la société, lit les journaux, surfe constamment sur Internet. Il se doit d'avoir de bonnes manières, de ne pas cracher, de respecter les règles, de faire la queue, de protéger les monuments historiques, de parler de manière posée et discrète, d'avoir une hygiène irréprochable, d'être bien habillé. L'entrée dans la classe moyenne suppose tout à la fois une ouverture sur le monde et sur les autres et une propension à défendre ses intérêts, une volonté constante de progresser, de ne s'appuyer que sur ses talents, son travail et ses compétences pour réussir. Le membre de la classe moyenne refuse les magouilles, les solutions extrêmes et la violence dans les conflits. Ce portrait ressemble à s'y méprendre à la façon dont se voient ceux qui portent ce discours et s'y identifient : les chercheurs, journalistes, avocats. Il correspond parfaitement à ce groupe censé posséder capital scolaire, culturel et professionnel, prestige et bonnes manières. Le « cœur de la classe moyenne » revendique plus de légitimité sociale et politique que les élites actuelles. Il veut mener une guerre morale contre ces cliques qui s'appuient sur le piston, l'argent et les magouilles pour réussir. Alors que, durant les trente glorieuses, ceux qui se considéraient comme les véritables *managers* de l'économie et de la société fustigeaient les capitalistes sans talents dont le seul titre était d'être des héritiers, ici l'attaque morale vise

<sup>65</sup> G. Orr, « Preparing for China's middle class challenge » *McKinsey Quarterly*, mars 2014, [www.mckinseychina.com/preparing-for-chinas-middle-class-challenge-part-1](http://www.mckinseychina.com/preparing-for-chinas-middle-class-challenge-part-1).

<sup>66</sup> Zheng Xinli, directeur adjoint du Bureau de la recherche en politiques publiques du Comité central annonçait en 2007 que 55 % de l'ensemble de la population, 78 % de la population urbaine et 30 % de la population rurale seraient membres de la classe moyenne en 2020. Voir *China Daily*, 27 décembre 2007.

les fils et petits-fils de « princes » qui profitent des positions de pouvoir acquises par leurs ancêtres. Pour les contempteurs des héritiers rouges, seul le « cœur de la classe moyenne » détient les normes de la bonne vie, parce que, contrairement aux riches, ce groupe ne considère pas que l'argent remplace le raffinement, la culture du bon goût, la consommation cultivée.

A l'autre bout du spectre social, cette insistance sur les normes, les valeurs, l'éducation, les compétences exclut les classes populaires. Les paysans et les migrants aussi sont à civiliser, mais pour d'autres raisons que celles qui disqualifient les riches. Certes, ils sont le contre-exemple à ne pas suivre : ils parlent chinois avec un affreux accent, s'expriment bruyamment, mangent tout aussi bruyamment des nourritures vulgaires, manquent d'hygiène. Ils sont naïfs et prisonniers de leurs instincts primitifs. Les pauvres ne « savent pas », mais ils sont moins acteurs que victimes du mauvais goût naturel. Toutefois, si, jusqu'à la fin des années 1990, le ton de la presse et des discours populaires à l'égard des migrants était essentiellement teinté de mépris, il se mâtine désormais de compassion et d'une certaine admiration pour les « principaux acteurs de la croissance ». Le chercheur, le journaliste, le fonctionnaire, le Chinois moyen louent leur courage. On les plaint, on considère qu'il faut leur donner leur chance. « Ils n'ont pas eu l'opportunité de faire des études et d'apprendre à bien se comporter, nous devons tous les aider à progresser<sup>67</sup> ». Il convient donc de les transformer en vrais citoyens modernes. Le langage utilisé est particulièrement brutal, comparé à la violence symbolique dont usent en France les détenteurs de la culture légitime envers les classes populaires. En Chine, à l'écrit comme à l'oral, on parle de « civiliser » (*wenming*) les basses classes, d'améliorer leur « qualité », etc. Cette différence tient aussi à des trajectoires historiques différentes. La France des trente glorieuses, encore marquée par les massacres de la Deuxième Guerre mondiale, fait le lien entre nazisme et eugénisme, entre génocide et racialisme. Ce n'est pas le cas en Chine, ce qui permet à un discours eugéniste assumé de dominer les discours. Il s'agit de créer une nouvelle race de Chinois « aux normes internationales ». Pour un pays où le nationalisme est censé jouer un rôle essentiel, il est plaisant de constater le peu d'ambition du modèle. Il faut être comme les autres, les autres étant vus comme des êtres plus facilement « harmonisables », mieux armés pour régler les épisodes conflictuels.

### *Évacuer le politique*

Le discours sur la classe moyenne sert enfin à contourner la question de la réforme politique, c'est-à-dire, *in fine*, de la démocratisation. Pour le Parti comme pour les chercheurs, les journalistes chinois et les contestataires eux-mêmes, celle-ci est explicitement liée à la croissance de la classe moyenne. La pleine jouissance des droits démocratiques et, surtout, la pratique des élections supposent l'existence d'une large majorité de gens éduqués, civilisés, à l'aise financièrement, que leur statut de propriétaires oblige à s'intéresser aux affaires publiques et autorise à donner leur opinion. Prenant sans aucun doute la démocratie représentative trop au sérieux, le chercheur, le journaliste, le fonctionnaire, le Chinois moyen sont convaincus que les Chinois doivent d'abord devenir des citoyens avant d'avoir le droit de voter. Malgré les leçons de l'histoire qui montrent l'inverse – c'est la pratique du vote qui fait le citoyen –, cette vision élitaire de la démocratie reste dominante en Chine. Par conséquent, la structure de la société chinoise ne peut pas permettre la sortie du système de parti unique. Tout le monde considère – y compris les cadres du Parti et du gouvernement – que le pouvoir doit venir du peuple et favoriser les intérêts du peuple. Mais comment assurer l'expression et la défense de cet intérêt général ? Le peuple est-il capable de savoir ce qui est bien pour lui ? Est-il bon que la démocratisation devienne un problème politique, c'est-à-dire une source de conflits ? Les entretiens formels et les discussions à bâtons rompus que j'ai pu mener avec des cadres, des universitaires et des Chinois de différents milieux montrent que le peuple – aujourd'hui constitué de paysans et de migrants – est perçu

<sup>67</sup> Propos d'un étudiant de Tsinghua, Pékin, mai 2010.

comme incapable de se gouverner lui-même. Pour le Parti, les intellectuels<sup>68</sup> et même les dissidents<sup>69</sup>, il n'est pas un véritable « sujet » politique, car il est victime de ses passions et de ses bas instincts. Ce constat invite à tenter une autre forme de comparaison, non plus cette fois avec la France des trente glorieuses, mais avec celle des grands débats sur la démocratie. Au XIX<sup>e</sup> siècle, tout le monde, y compris les républicains, doutent de la capacité du peuple à gouverner un pays<sup>70</sup>. Une différence majeure toutefois. Dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle, une minorité active du peuple prône... la révolution contre la démocratie. On aurait bien du mal à trouver une telle catégorie en Chine.

Ce mépris d'un peuple qui ne correspondrait pas à un corps électoral légitime suscite une forte inquiétude quant à l'instabilité que ne manquerait pas de favoriser la création d'une démocratie représentative. Le souvenir des troubles politiques de la Révolution culturelle, des mouvements de 1979 et de 1989, et surtout de la répression qui les a suivis, sont encore vifs dans l'esprit de la population. « La politique, c'est dangereux » : tel est le leitmotiv généralisé. Cette inquiétude conduit beaucoup à se demander si lâcher la proie de la stabilité et de la croissance pour l'ombre de la démocratie est une bonne idée. Après tout, la plupart des grands pays « en développement » où règne la démocratie (Brésil, Inde, Afrique du Sud) sont moins prospères, plus inégalitaires et plus instables que la Chine. De plus, les doutes de nombre d'observateurs occidentaux sur l'efficacité des régimes démocratiques à résoudre les problèmes économiques n'incitent guère à vouloir changer les institutions. Ne vaut-il pas mieux avoir un gouvernement corrompu et autoritaire mais fort, efficace et pragmatique, plutôt que des élus paralysés, choisis par un peuple qui ne sait pas faire les sacrifices nécessaires et accepter ce que préconisent les experts ? La démocratisation n'est-elle pas, finalement, un simple problème technique à confier à ceux qui savent ?

La classe moyenne « authentique » incarne au contraire le peuple « institué » comme corps politique légitime. Il suffit donc d'attendre qu'elle s'accroisse de manière substantielle pour introduire un régime démocratique. Reste que la façon dont la classe moyenne est caractérisée dans le discours officiel, académique ou populaire, ne peut concerner qu'une... élite. Des Chinois « à l'aise » et « évolués » auront tendance à soutenir le statu quo quel qu'il soit et à laisser les professionnels de la politique mener le pays.

Cette problématisation de la démocratisation a rebondi récemment à propos du conflit opposant les propriétaires d'appartements d'un côté et les promoteurs immobiliers et gestionnaires de résidences de l'autre. Ces conflits, qui ont surtout touché Pékin, concernent la qualité des constructions et de l'environnement des résidences et la propriété des parties communes. En effet, la plupart de ces grands ensembles comprennent parkings, entrepôts, locaux commerciaux, sous-sols, dont l'exploitation rapporte beaucoup d'argent. A qui doit revenir cette manne ? Pour certains chercheurs, cette lutte démontrerait l'apparition d'une vraie classe moyenne définie comme une classe de propriétaires<sup>71</sup>. Les Chinois « à l'aise », en accédant à la propriété, accèdent à la citoyenneté, c'est-à-dire au sentiment d'être copropriétaires de la nation. Par leur volonté d'imposer une nouvelle relation entre l'Etat et les citoyens, ils pourraient entraîner l'ensemble de la population vers des réformes politiques. Après quelques années de contestation intense, la lutte pour la « préservation des droits » (*wenquan*) des propriétaires a à la fois infirmé et vérifié cette hypothèse qui fleure bon le XIX<sup>e</sup> siècle, voire le XVIII<sup>e</sup> siècle français<sup>72</sup>. Infirmée car elle n'a pas débouché sur un changement de régime politique, vérifiée dans la mesure où les propriétaires d'appartements sont dorénavant beaucoup mieux protégés par la loi. Un peu à la manière des nouveaux mouvements sociaux, la lutte des propriétaires a fait évoluer le régime, modifié les rapports entre citoyens et pouvoir, mais elle n'a pas renversé la table.

<sup>68</sup> E. Frenkiel, *Parler politique : les intellectuels chinois pour ou contre la démocratie*, Paris, PUF, 2014.

<sup>69</sup> A cet égard, la lecture de Liu Xiaobo, *La Philosophie du porc et autres essais*, traduction de J.-P. Béja, Paris, Gallimard, 2011, est édifiante. La philosophie du porc c'est celle du peuple, exclusivement intéressé à satisfaire ses bas instincts.

<sup>70</sup> C. Gaboriaux, *La République en quête de citoyens ? Les républicains français face au bonapartisme rural (1848-1880)*, Paris, Presse de Sciences Po, 2010.

<sup>71</sup> Guo Yuhua, Shen Yuan et Chen Peng, *Juzhude zhengzhi* (Politique de la résidence), Guilin, Guiyang shehui kexue chubanshe, 2014.

<sup>72</sup> P. Serna, *La République des girouettes : 1789-1815... et au-delà : une anomalie politique, la France de l'extrême centre*, Paris, Champ Vallon, 2005.

La vision politique qui sous-tend ce discours est celle d'une société sans politique où il serait possible d'harmoniser au mieux les points de vue sans que la stabilité sociale soit remise en cause. C'est d'une certaine façon une conception scientifique des rapports de pouvoir dans une société. Les conflits sont inévitables, mais une force experte doit pouvoir les résoudre sans passer par une institutionnalisation des intérêts.

## CONCLUSION : LES FRUITS D'UNE COMPARAISON

Au terme de cette mise en parallèle de la France des trente glorieuses et de la Chine dite des réformes, on voit bien ce qu'une comparaison peut apporter. Elle ne démontre pas que l'histoire est traversée par une logique transcendante. L'émergence d'une classe moyenne ne répond pas à un destin des sociétés qui devraient passer par un certain nombre de stades. Certes, des couches intermédiaires émergent chaque fois qu'un pays connaît une longue période de croissance. Mais plus que la conséquence d'un déterminisme historique, n'est-ce pas là l'effet de la logique du capitalisme, produit lui-même d'une « institution imaginaire de la société » ? Pour qu'il y ait accumulation et surtout poursuite de l'accumulation, ne faut-il pas que les producteurs deviennent aussi et avant tout des consommateurs, et donc qu'une partie importante de la société quitte la pauvreté ? Pour autant, rien ne destine ces « couches intermédiaires » à devenir des « classes moyennes » aux caractéristiques substantiellement définies. De la même façon que le capitalisme est un imaginaire qu'il est possible de changer pour un autre, les imaginaires de la classe moyenne ne sont que des tentatives d'« instituer » du social en fonction de principes moraux et d'intérêts particuliers.

En Chine comme en France, le rêve américain fait de la classe moyenne un vecteur de la « modernisation » par le biais d'un appareillage idéologique puissant. De même, l'avenir de la société est lu à travers la nature et le destin de cette « classe moyenne ». Les tâches que celle-ci doit prendre en charge sont différentes, mais elles sont, dans les deux cas, l'effet d'une configuration sociale particulière.

Les enjeux sont parfois parallèles, comme par exemple la nécessité de créer une classe de consommateurs éclairés. Sur ce plan, les différences sont souvent marginales : les nouveaux produits varient d'un pays à l'autre – même si la propriété immobilière et la voiture sont des invariants –, et tout va beaucoup plus vite dans la Chine des réformes que dans la France des trente glorieuses. Néanmoins, la comparaison permet d'insister sur trois éléments divergents. Tout d'abord, la faiblesse de la protection sociale, le recul du service public (notamment dans l'éducation), l'explosion des prix de l'immobilier dans les mégalo-poles conduisent à des taux d'épargne énormes, qui rendent l'augmentation continue de la consommation problématique. Que les classes populaires ne soient pas encore intégrées dans la classe moyenne constitue d'autre part une « frontière » qui sera difficile à conquérir. Enfin, presque dès le début des trente glorieuses a émergé une remise en cause du consumérisme et du matérialisme. On aurait du mal à trouver une critique équivalente en Chine, si ce n'est sous l'aspect paradoxal d'un discours officiel qui le reprend à son compte. La norme de la « protection de la planète » contraint les autorités chinoises à se conduire elles-mêmes en « anticonsuméristes », ou plutôt à faire de l'« anticonsumérisme » une occasion de développer la consommation<sup>73</sup>.

La civilisation des mœurs est une autre problématique assez proche. Or la comparaison éclaire la brutalité discursive avec laquelle elle est assumée en Chine – à travers les notions de civilisation, de qualité. La mission civilisatrice de l'Etat est prise en compte beaucoup plus sérieusement en Chine qu'ailleurs. Les politiques publiques destinées à propager le bon comportement ne se limitent pas aux conseils d'hygiène. Elles visent à créer un Chinois nouveau dans tous les domaines de la vie sociale : les relations sociales, l'éducation, les conflits sociaux... Il n'existe pas en Chine de NMS centrés sur la défense des ethnies et des cultures locales. Le modernisme y est une cause universelle. L'Etat, pour l'essentiel, joue un rôle majeur dans la

<sup>73</sup> On retrouve ici la problématique du « capitalisme vert ».

protection des cultures subalternes, aidé en cela par le développement du tourisme et la recherche de l'« authenticité ». C'est dans le domaine politique que les différences entre les deux séquences historiques sont les plus nettes. Il ne s'agit pas de « parfaire » la démocratie, mais de dépolitiser la démocratisation, et en particulier l'introduction des élections dans le système politique. La nouvelle classe moyenne, on le sait, n'a joué aucun rôle dans la démocratisation des pays européens, puisqu'elle émerge à un moment où cette question est déjà réglée. Contrairement à la France des trente glorieuses, préoccupées par la « modernisation » de la démocratie, la construction d'un espace d'expression et de contestation en dehors et en complément du jeu électoral, la Chine pense en des termes proches de ceux qui dominaient les débats au XIX<sup>e</sup> siècle : construire un peuple qui pourrait assumer les responsabilités démocratiques, et donc limiter les effets de la démocratisation. Certes, on y parle aussi d'un espace d'expression et de contestation, mais plus par défaut d'institutions démocratiques que pour imaginer un au-delà de la démocratie.

Toutes ces différences puisent dans l'historicité des deux sociétés. La sortie de la guerre, les mutations du capitalisme occidental d'un côté, le socialisme et sa sortie de l'autre. Mais ne risque-t-on pas de tomber à nouveau dans le culturalisme en mettant en avant les spécificités de ces deux terrains ? Non, dès lors que l'on n'essaie pas de donner une substance à des pratiques et à des imaginaires. Il y a bien des pratiques et des imaginaires, une façon de concevoir la politique, l'argent, les loisirs, les rapports sociaux. Mais si ces pratiques et ces imaginaires sont spécifiques à un instant donné, ils peuvent changer à tout moment et ne renvoient pas à une expérience transcendante et éternelle. Les individus comme les groupes sociaux peuvent bien s'identifier à une tradition, cette identification n'est qu'une réinterprétation bien contemporaine d'expériences passées.

Néanmoins, au-delà de ces différences, je risquerais une hypothèse : la conception de la modernisation, de la société, du gouvernement et du lien politique qui se dégage en Chine n'est-elle pas une forme exacerbée de celle qui s'élabore en France (et en Europe) depuis les trente glorieuses ? En Chine, le projet est de créer une société sans classe (ou avec une seule classe) avec un gouvernement censé harmoniser les intérêts. En France, la fin de la réflexion en termes de classe sociale et la difficulté à définir les « classes populaires<sup>74</sup> », le discours sur l'individualisme généralisé et le développement des procédures de conciliation et de négociation traduisent un imaginaire peu éloigné. De même, l'importance conférée par la société chinoise à l'expertise en économie et dans les mœurs, voire en politique, rejoint les débats occidentaux sur la « gouvernance ». Dans les deux contextes, beaucoup se demandent si trop de démocratie ne serait pas finalement nuisible à la démocratie : est-ce bien utile, toutes ces discussions, ces procédures électorales, ces mouvements de protestation ? Ne vaudrait-il pas mieux instaurer de bonnes technologies de décision ?

Il reste que le rôle majeur dédié en Chine à l'Etat et l'absence du passage par la case « régime démocratique » tranchent avec la configuration française. L'existence d'un consensus généralisé autour des missions de la classe moyenne est une des conséquences de cette absence. Les élites économiques, politiques ou intellectuelles se disputent le leadership, mais toutes sont persuadées que c'est à elles qu'il revient d'éduquer le peuple et de le pousser à se conduire en classe moyenne. Des divergences s'expriment, mais elles ne portent que sur la nature des élites qui doivent gouverner le pays : les *businessmen*, les technocrates, les intellectuels ? Même les migrants reprennent à leur compte le rêve chinois (*zhongguo meng*) d'une société moyennisée et sont convaincus de pouvoir se civiliser.

---

<sup>74</sup> Y. Siblot, M. Cartier, I. Coutant, O. Masclat et N. Renahy, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.

## ■ Comparer l'incomparable : la classe moyenne en Chine et en France

### ■ Résumé

L'objectif de cet article est de comparer l'émergence de la classe moyenne dans la Chine des réformes (1995-2015) et dans la France des trente glorieuses (1945-1975) en utilisant une méthode constructiviste. Dans les deux sociétés, une période de forte croissance a donné naissance à un ensemble de changements profonds : croissance spectaculaire du niveau de vie, accroissement des « cols blancs », augmentation du nombre d'étudiants, émergence d'une société de consommation. Dans le même mouvement, des chercheurs, des journalistes, des fonctionnaires, des hommes politiques vont affirmer l'apparition d'une nouvelle classe, la classe moyenne, qui doit symboliser et stimuler le processus de modernisation. En comparant deux sociétés dans deux périodes différentes, cet article ne veut pas seulement mettre en lumière les points communs, il vise aussi à souligner les conséquences diverses d'un phénomène comparable en fonction des historicités propres de chacune des sociétés.

## ■ Comparing the incomparable : the middle class in China and France

### ■ Abstract

This article adopts a constructivist approach to compare the emergence of the middle class in contemporary China (1995-2015) and in France during the 30-year post war boom (1945-1975). In the two societies, a relatively long period of economic growth has triggered a series of deep changes : sharp increase in living standards ; rise of white-collar jobs ; growing number of university students ; emergence of a consumer society. At the same time, scholars, journalists, officials, politicians have claimed that a new class was emerging, which symbolizes and boosts the modernization process. However, by comparing two societies in two different periods of time, the objective of this article is not only to point out the similarities but also to highlight how a comparable phenomenon - the rise of the notion of "middle class" - had varied consequences depending on the historical background.

### ■ Mots clés

Comparatisme ; constructivisme ; classe moyenne ; trente glorieuses ; Chine des réformes ; styles de vie ; niveau de vie.

### ■ Keywords

Comparative approach ; constructivism ; middle class ; 30-year post war boom ; post-Mao China ; lifestyles ; living standards.